

<https://www.elcorreo.eu.org/L-ANTIFASCISME-COMME-CONSIGNE>

L'ANTIFASCISME COMME CONSIGNE

- Empire et Résistance -

Date de mise en ligne : samedi 27 juillet 2024

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

[Horacio González](#) a écrit mi-2007 dans « [Rayandolosconfines](#) » « *Le fascisme comme consigne* ». En guise d'inspiration, nous reprenons cette réflexion pour la retourner et penser au moment très aigu de la critique antidémocratique devant laquelle le pouvoir gouvernemental nous place. L'antifascisme comme slogan est une petite étincelle pour imaginer comment interrompre notre tolérance face à l'incertitude.

Devise révolutionnaire

L'avènement de la démocratie est associé à un moment historique révolutionnaire, la Révolution française. L'une des devises les plus célèbres de cette révolution faite par la classe bourgeoise est « *Liberté, Égalité et Fraternité* ». Cette phrase complexe de mot d'ordre (la devise) nous explique que la liberté ne peut pas marcher seule, mais doit nécessairement être accompagnée de deux autres vertus qui la contemplant, la complètent et la contiennent : l'égalité et la fraternité. La première désigne un idéal éthico-politique selon lequel les membres d'une communauté doivent être traités de manière égale, et l'autre fait allusion au lien de réciprocité affective et de confiance étroite qui nous conforte dans notre condition humaine. Dans une Argentine marquée par l'empreinte libertarienne, la liberté a été amputée du tissu commun qu'elle construit avec ces deux autres vertus. Cette amputation implique une « *liberté* » qui cultive l'anti-égalitarisme et l'égoïsme radical.

Mais elle indique aussi autre chose : la réduction de la démocratie, ce qui signifie un antagonisme radical avec le pouvoir du demos, du peuple. S'il se manifeste quelque part, c'est dans le champ populaire qui, organisé en forces politiques émancipatrices, exprime son pouvoir dans l'État. Le pouvoir de l'État réduit alors la démocratie et la marchandise, puis l'organise autour d'une idée frivole de la liberté, celle de marché. Atilio Boron a également identifié cette réduction et parle du gouvernement libertarien comme d'un projet qui affaiblit « la vitalité de notre démocratie, ce qui fait qu'aujourd'hui l'Argentine ne peut être rigoureusement conceptualisée que comme une semi-démocratie [...]. Comme l'a rappelé l'ancien président du Brésil, Fernando H. Cardoso, en évoquant les vicissitudes de la démocratie en Amérique latine, des situations comme celles que nous venons de décrire « imprègnent le régime démocratique de l'odeur de la farce » [1].

En ce qui concerne la liberté, une réflexion remarquable sur cette ancienne vertu se trouve dans « [The Problem with Work : Feminism, Marxism, Antiwork Politics and Postwork Imaginaries](#) », un livre de Kathi Weeks. L'auteur y souligne que la liberté est une pratique et non une possession, un processus plutôt qu'un but :

La liberté apparaît comme un phénomène à deux facettes. D'une part, elle est décrite comme une pratique anti disciplinaire, c'est-à-dire [...] comme « une lutte permanente contre ce qui serait fait pour nous ». Mais ce n'est pas tout, la liberté est aussi une pratique créative, [...] une pratique collective de construction du monde et [...] un désir de « participer à l'élaboration des conditions et des termes de la vie », une aspiration à « générer un avenir dans lequel nous sommes ensemble plutôt qu'à la dérive ou en train de survivre ».

La liberté dépend donc davantage de l'action collective que de la volonté individuelle, et c'est ce qui la rend politique. Bien que la liberté soit, pour cette raison, une pratique relationnelle, elle n'est pas un jeu à somme nulle dans lequel plus quelqu'un possède, moins les autres peuvent en profiter.

La liberté considérée comme une question d'autodétermination ou de souveraineté individuelle est réduite à un phénomène solipsiste. Au contraire, en tant que pratique de construction du monde, la liberté est une entreprise sociale et donc nécessairement politique. Elle est, comme le dirait Marx, une capacité de l'espèce plutôt qu'une

capacité individuelle, ou, comme l'affirme Zerilli sur la base d'une formulation *arendtienne*, la liberté exige la pluralité. Ainsi, Arendt déclare de manière provocante : « *si les hommes veulent être libres, ils doivent précisément renoncer à la souveraineté* ». En ce sens, la liberté n'exige pas l'absence de pouvoir, mais sa démocratisation ». « **Traficantes de sueños** ». Madrid, 2020, pp. 43-44).

Le pouvoir en place nous expose à un moment très aigu de critique anti-démocratique. Cela se manifeste par l'anti-égalitarisme qu'il pratique. L'anti-égalitarisme est la négation de l'égalisation démocratique et l'accentuation du principe aristocratique. L'interdiction du langage inclusif dans les institutions de l'État est la preuve de cet anti-égalitarisme. La sacralisation de la propriété privée en est une autre preuve, puisqu'elle aboutit à la privation de la propriété pour la grande majorité. L'anti-égalitarisme s'exprime par l'offensive contre le champ populaire. Cette offensive touche les membres - femmes et hommes - de ce champ et peut être suivie comme un fil rouge.

Le fascisme est un pouvoir capable de toutes les formes de la persécution dirigées contre le camp populaire. Toutes, y compris les plus désagréables, qu'il active selon l'occasion. Il a la capacité d'infiltrer le champ de l'émancipation pour le faire se retourner contre lui-même. Le champ populaire est une idée habitée par des femmes et des hommes de chair et de sang. Toucher le camp populaire, c'est toucher ces êtres de chair et de sang, les extirper de cette configuration sociale pour que la puissance de ce camp s'affaiblisse et tende à disparaître. Le fascisme fait et fera tout pour briser le camp national et populaire, pour l'empêcher de jouer un rôle dans la politique, pour qu'on n'en entende pas parler, pour que les événements de l'histoire le dépassent.

Fascisme silencieux

L'archevêque de Buenos Aires, Jorge García Cuerva, a également reconnu l'offensive contre la démocratie à laquelle je fais allusion. Il l'a fait lors du Tedeum célébré dans la cathédrale le 9 juillet. L'Argentine « souffre encore aujourd'hui des chaînes de différents esclavages [...] Tant de frères paralysés pendant des années dans leur espoir, tant de personnes souffrant de la faim, de la solitude et d'une justice longtemps attendue ; tant d'Argentins couchés sur une couverture dans le froid sur les trottoirs des grandes villes du pays ; tant de personnes prostrées à cause du manque de solidarité et de l'égoïsme ». Ainsi, le pouvoir gouvernemental organise une société libre d'anti-fraternels inégaux. Le pendant de l'homélie de García Cueva se trouve dans les considérations humanistes du Secrétaire à la Sécurité, Diego Kravetz : « il a dit que les [cartoneros](#) et les sans-abri sont différents du reste des citoyens et il a également exprimé son désaccord avec le fait de donner une assiette de nourriture à ceux qui sont aujourd'hui dans un dénuement total » [2].

Une autre dimension de la critique antidémocratique est spécifiée par les attaques contre la justice sociale. L'attaque contre la justice sociale a pour but d'étendre et de banaliser l'idée de l'acceptation passive de l'injustice. Cela signifie que la plèbe de tous les temps - et du nôtre aussi - doit rester en dehors de la dimension de l'histoire. La critique de la justice sociale se transforme ainsi en une critique de l'égalitarisme. Cette critique, ainsi que la banalisation de la pauvreté - « *La condition naturelle de l'homme était la pauvreté* » [Cette phrase a été énoncée par le président Milei dans un entretien dans La Nación+ avec Esteban Trebucq (0:00 / 2:54 Javier Milei *mano a mano* avec Esteban Trebucq : « [El país está mejorando de forma sustancial](#) » (0:00 / 2:54, 12/7/2024). Elle découle à son tour d'un texte d'Alberto Benegas Lynch (h), « Le socialisme de marché », qui commence par cette phrase : « *La condition naturelle de l'homme est la pauvreté, la famine, la peste et la désolation qui en découle. Depuis de nombreux millénaires, c'est la situation des peuples de cette planète* »]] – cela témoigne des valeurs incarnées par le président. Ce sont des valeurs anti-démocratiques à travers lesquelles l'éthique démocratique est critiquée en tant qu'éthique matérialiste d'un pouvoir soutenu par les biens matériels, le bien-être, la redistribution des richesses. L'éthique démocratique et la promesse de bien-être pour les majorités sont synthétisées dans le [choripán](#) de la Plaza de Mayo et dans les charrettes.

La rhétorique du président synthétise des valeurs antidémocratiques ou réactionnaires dans lesquelles la nostalgie

aristocratique - « la grande Argentine du XIXe siècle » ; « je suis assis ici [Milei indiquant le fauteuil de Rivadavia] pour que l'Argentine redevienne grande » - s'exprime à travers les ressentiments petits-bourgeois d'un étudiant de seconde zone. « Cette polémique contre la démocratie s'accompagne continuellement d'une complainte sur la décadence des valeurs de l'esprit, des vertus héroïques qui appartenaient à une autre époque » (N. Bobbio, « Essais sur le fascisme », UNQ, 2008, p. 56).

Leur anti-démocratie politique s'exprime également dans leur anti-parlementarisme. Cette phrase ne doit pas être lue littéralement - « puisqu'ils n'ont pas fermé le Congrès et qu'ils ont des parlementaires » - ou métaphoriquement - « ils le considèrent comme un pouvoir secondaire » - mais dans sa dimension propre, qui apparaît si l'on considère la Loi fondamentale. L'une de ses fibres est constituée par les pouvoirs délégués, des superpouvoirs qui se concentrent dans la figure du président et qui affaiblissent le pouvoir législatif. Le libertarisme est un antiparlementarisme parce que le Parlement concentre un pouvoir qui repose sur le principe que les majorités ont aussi le droit de gouverner, alors que le pouvoir du gouvernement exprime le principe inverse, que seules les minorités doivent avoir le privilège de le faire. La bannière du rétrécissement de l'État qu'ils brandissent résume ce principe. Un autre élément qui confirme l'antiparlementarisme et donc l'antidémocratie de Libertad Avanza est le rôle marginal que le Congrès aura par rapport au nouveau SIDE (Secrétariat d'Etat à l'Intelligence) [« [Una reforma del sistema de inteligencia sin debate](#) », 17/7/2024]. La réforme de cette agence affaiblit le contrôle du Congrès et le chef de cette nouvelle agence n'a plus besoin de l'accord du Sénat pour gérer cette institution.

Philosophie de l'histoire

Le courant antidémocratique incarné par le pouvoir en place inaugure une nouvelle philosophie de l'histoire qui oppose au mythe du progrès, de la redistribution des richesses et de la justice sociale un mythe qui lui est propre au mythe du progrès, de la redistribution des richesses et de la justice sociale, un mythe de la restauration. Ce mythe apparaît dans l'évocation de la supériorité biologique de la nation. La « grande Argentine » est l'un des termes clés du langage du président. Il évoque le sens de l'histoire à rebours : au lieu de la faire passer du bien (ou, du moins, du raisonnable : justice sociale et redistribution des richesses) à quelque chose de meilleur, elle est poussée dans la direction opposée : vers la régression, vers la matrice oligarchique, qui exprime une Argentine seigneuriale : bonne pour un petit nombre qui se perçoit comme supérieur.

Ce principe exprime également l'idée qu'il doit y avoir des supérieurs et des inférieurs, des excès exorbitants dans une classe et des vies misérables dans l'autre. Et que seuls les premiers peuvent diriger une société, tant sur le plan spirituel que politique. C'est le principe de la seigneurie aristocratique. En termes de classes sociales, « l'égalitarisme » signifie nier et désorganiser l'autorité des classes « supérieures ». Le pouvoir révolutionnaire postule et pratique cet égalitarisme. « Une variante de cette philosophie de l'histoire en régression est le racisme : la démocratie, avec sa fureur niveleuse, avec sa confusion du bas et du haut, avec ses superstitions internationalistes, favorise le progrès des inférieurs et menace de ruine [...] les dominateurs » (Bobbio, p. 55). D'autre part, le racisme et l'élitisme tendent vers l'anti-égalitarisme, ressort principal de toute anti-démocratie.

Guerre par d'autres moyens

Pour cette régression, le pouvoir en place déclare la guerre. L'image et l'action de la guerre synthétisent un autre trait de son anti-démocratie. Cette image a été vérifiée avec les figures du président et du vice-président grimant sur un char à l'occasion de la parade militaire du 9 juillet. Dans cette image, on peut lire deux dimensions corrélatives et inverses : les valeurs du moment de la guerre comme positives (courage, témérité, audace, déchaînement des passions, des haines et des désirs) et une critique des valeurs qui présentent les périodes de paix comme négatives.

L'image à laquelle je fais allusion ridiculise les horizons pacifistes du pouvoir démocratique, qui vise à résoudre les conflits politiques par la négociation, l'astuce et d'autres formes de patience. Il s'ensuit que nous avons affaire à un pouvoir qui est bien plus que cruel. Le mot « cruauté » a souvent été utilisé pour les définir. Je ne m'oppose pas à ce mot, mais je le trouve insuffisant. Je dois le compléter par une autre perspective sociale : le lien entre cruauté et violence qui se traduit par une contemplation presque insensible du mal d'autrui. Résultat : une société endommagée.

Bien entendu, la guerre qu'ils sont venus étendre en Argentine ne se déroule pas de manière classique, comme un conflit traditionnel entre États et comme l'expression de la souveraineté d'un État. Dans son acception traditionnelle, la guerre est un conflit armé entre deux ou plusieurs communautés politiques souveraines qui peuvent être structurées de différentes manières (cités-États, empires, États...). Ce phénomène collectif, marqué par la violence armée, se déroule sur une ligne de démarcation qui sépare ce qui est « à l'intérieur » de ce qui est « à l'extérieur ». Il n'y a rien de tout cela entre nous. La guerre qui étend le pouvoir du gouvernement a les caractéristiques d'une guerre civile (ou mieux, d'une guerre de classe), puisqu'elle est dirigée contre des groupes appartenant à la même entité politique et qui se trouvent dans une situation asymétrique par rapport à ce pouvoir.

Elle se vérifie à travers les différents secteurs sociaux durement touchés par les politiques libertariennes : les cancéreux privés des médicaments nécessaires, les retraités dont la pension est tellement affectée qu'elle ne suffit plus à joindre les deux bouts dans la dignité, les travailleurs dont les maigres salaires ne couvrent pas les besoins de base ; à travers une institution qui ne peut pas assurer sa mission parce qu'elle a été affaiblie par les politiques gouvernementales ; à travers la répression de la contestation sociale, qualifiée de « terrorisme » et de « coup d'État » : « Ils conçoivent la liberté de réunion et d'expression, ou la protestation pacifique, comme des actes terroristes ou comme des conspirations visant à produire un coup d'État » [Atilio Boron, « [La involución democrática](#) », 21/7/2024] ; par l'arrestation et la réquisition de sans-abri et de [cartoneros](#) au cœur le plus froid de l'hiver, et ainsi de suite. D'autres déclinaisons de la guerre dont je parle se trouvent dans la faim et les licenciements dans le monde du travail.

Le récit de l'inflation qu'ils ont construit est un mensonge. Ce qui compte, c'est l'émergence la plus évidente de cette guerre : la misère de la vie à laquelle nous sommes condamnés. Et voici un petit contrepoint qui révèle certaines discontinuités : à la différence du *fascisme archéologique*, ce *fascisme silencieux* du pouvoir gouvernemental propose la primauté de l'économique sur le politique. Que la désescalade de l'inflation soit prioritaire, en somme, est un principe qui fait partie de son étroit bagage d'idées. La primauté de l'économique implique le mépris de la sphère intellectuelle en tant que groupe plus ou moins autonome. C'est pourquoi on ne peut identifier aucun intellectuel dans leur camp, si l'on excepte le fils du père. Il s'agit de l'exclusion d'une élaboration théorique, qui est vite réglée (ou camouflée) par le faux appel gramscien de la « bataille culturelle ». Ce qui légitime leur discours économique et leur action politique destructrice, c'est l'appareil de propagande constitué par les médias monopolistiques et les réseaux sociaux.

Une autre manifestation de cette guerre a un aspect international, qui prend la forme d'un « choc des civilisations » contre le Brésil *luliste*, le Venezuela *chaviste*, la Colombie *pietriste*, Cuba *révolutionnaire*, l'Espagne *sociale-démocrate*... De l'idée qu'ils expriment que tous les êtres humains ne sont pas égaux, il est facile de déduire une autre de leurs croyances : qu'il ne peut y avoir d'égalité entre les États non plus. D'où le rejet du principe démocratique dans les relations entre États. C'est pourquoi le président Milei a décidé de ne pas participer au sommet du Mercosur à Asunción (7-8 juillet) afin de se rendre le même week-end à la conférence d'action politique conservatrice organisée par la famille Bolsonaro à Camboriú. À partir de là, le président a déclaré que l'ancien président brésilien était un « homme politiquement persécuté ».

Nouvel ordre

La guerre est un phénomène social qui cherche à exprimer un nouvel ordre, qu'il soit local, national ou mondial. Le mot ordre en appelle d'autres, comme la régularité, la prévisibilité, la clarté : trois idées à mettre en relation avec l'idéal anti-démocratique et anti-égalitaire du projet libertarien. L'idée de ce nouvel ordre est exprimée par le président Milei dans la phrase « *Je suis le premier président libéral libertarien* » : une tentative de présenter son pouvoir comme une nouvelle façon de concevoir la politique, comme une « nouvelle » conception du monde et de l'histoire, comme une « nouvelle » philosophie. La même chose s'est produite avec le *fascisme archéologique*. Il suffit de lire les auteurs classiques, tant les détracteurs que les partisans du fascisme archéologique, ou Bobbio dans ses « Essais sur le fascisme », pour s'en convaincre.

De manière schématique, le projet libertarien est soutenu par les deux extrêmes du tissu social. La jeunesse - si l'on accepte cette généralisation - est configurée par des sujets qui ont été « *déracinés* » du monde à cause de la pandémie et socialisés dans la matrice des réseaux sociaux ou des applications (en tant qu'utilisateurs et/ou travailleurs informels), organisée principalement par des images, des récits comprimés, la violence, l'érotisme. La matrice est un *nouvel ordre ludique* (*TikTok* en est peut-être la représentation la plus achevée) ; ce caractère ludique s'est transformé en Jeu pathologique. Cette jeunesse, capturée par le nouvel ordre de la matrice, a exigé un nouvel ordre de la politique. L'ordre matriciel capte aussi le troisième âge, affecté par la solitude et diminué dans sa condition vitale. En contact, cependant, avec des technologies complexes et insaisissables qu'ils manipulent sans en comprendre pleinement le fonctionnement. « *Je l'ai vu au téléphone* » comme reconstruction de la source face à l'énorme flux de nouvelles, de messages et d'informations qui circulent chaque jour à travers le petit appareil, son cordon ombilical avec le monde extérieur, avec le reste du monde. Cette expertise pratique mais imparfaite explique peut-être la montée en puissance des arnaques téléphoniques.

Consigne politique

Tout consigne politique implique un pacte : entre rhétorique et politique ou entre langage et action. Le mot d'ordre est un mot qui invite à la mobilisation, au déchaînement, et à laisser de côté la tolérance à l'incertitude. Il s'agit généralement d'une phrase courte qui invite à la lutte, qui exprime le moment où les idées se transforment en outils d'agitation sociale et où le sujet qui la reçoit et l'accepte est mobilisé. C'est une affirmation générale que chaque sujet, qui vibre dans cette expression politique, singularise ou précise ensuite selon son champ d'action. Quand le slogan fonctionne, il déborde le langage et se dirige vers un état de multitude, vers une réalité de place.

Quand un slogan est efficace, il met le langage conceptuel en état de recherche mouvementiste. Peu importe que le slogan soit initialement limité dans sa portée. Il n'est pas non plus important qu'il active d'abord un petit nombre de corps et de consciences. Ce qui est important, c'est que cela se produise : que le mot d'ordre établisse des liens pour faire bouger les corps et les consciences sur la place. Le slogan que je veux laisser ici pour nous est **l'antifascisme**, comme un appel au rassemblement d'une petite foule qui - je l'espère - s'élargira. J'espère que ce mot d'ordre deviendra une voix collective, un chant populaire, un état de mobilisation et de pensée pour interrompre la tolérance actuelle face à l'incertitude.

Rocco Carbone* para [La Tecl@ Eñe](#)

[La Tecl@ Eñe](#). Buenos Aires, le 25 juillet 2024.

***Rocco Carbone** (1975) est un philosophe et analyste politique italien, naturalisé argentin. Il vit à Buenos Aires. Il s'intéresse à la théorie du pouvoir mafieux, à la philosophie de la culture, aux discours et aux processus politiques et culturels en Amérique latine. CONICET.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo de la Diaspora](#) par : Estelle et Carlos Debiasi.

[El Correo de la Diaspora](#). Paris ; le 27 juillet 2024.

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une œuvre de www.elcorreo.eu.org

[1] Atilio Boron, « [La involución democrática](#) », 21/7/2024

[2] [Diego Kravetz, el miserable](#), 21/7/2024